

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du mardi 19 mars 2019

Le dix-neuf mars deux mille dix-neuf à vingt heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du Conseil Municipal - rue de la Herse - sous la présidence de Monsieur Yves MARIE, Maire.

Présents :

Yves MARIE, Jack PROUTHEAU, Sylvie DOUCET, Antony DOUEZY, Julie LECOMTE, Bruno ALAMICHEL, Michel DAUPTAIN, Pierre COUTURIER, Christian LAPEYRE, Myriam ROUILLARD, Eric TABARINO, Murielle LAVIGNE-MARINELLI, Henri FERRO, Lydia GALOPIN, Nathalie BIETRY, Alexandre DAVAL

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Axel TROTIGNON donne pouvoir à Eric TABARINO

Lionel GUYOMARD donne pouvoir à Henri FERRO

Sophie GOUMAZ donne pouvoir à Jack PROUTHEAU

Absentes excusées :

Adrienne PETIT et Véronique VAUDELLE

Absents :

Peggy GUILLER, David BOURGEOIS et Elodie GRYGULA

Le Maire nomme Sylvie DOUCET secrétaire de séance.

Approbation du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 5 février 2019

Remarques :

Concernant la répartition des délégations aux Vice-présidents de la Communauté de communes, la délégation RH a été attribuée à François BELHOMME, Maire d'Epernon (et non comme écrit : Christian BELHOMME, Maire de Mévoisins).

Travaux de réhabilitation de la salle polyvalente, plan de financement concernant la DETR 2019 :

| <b>TRAVAUX D'ISOLATION ET DE REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE ET MODIFICATION DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR</b> |                    |
|--|--------------------|
| <b>montant estimé de l'investissement (travaux + missions connexes)</b>  | 1 121 873,00 €     |
| Commune  | 473 573,00 €       |
| <b>Etat (DETR)</b>   | <b>90 000,00 €</b> |
| Etat (FIDPR)   | 22 000,00 €        |
| Région (CRST)  | 159 000,00 €       |
| Département (Bourg Centre)   | 281 000,00 €       |
| Département (FDI) :  | 73 200,00 €        |
| Energie Eure-et-Loir   | 23 100,00 €        |
| financement :  | <b>57,79%</b>      |

L'autofinancement (part communale) est de 473 573,00 € HT et non 546 773 € HT comme écrit dans le compte rendu. Cela ne modifie en rien le montant de la demande DETR.

Le Maire rappelle que l'autofinancement est conditionné aux résultats de nos demandes de subventions. Il est en effet peu probable que l'on obtienne l'intégralité de nos demandes. Le Maire annonce qu'une demande complémentaire de subvention à la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) sera proposée au Conseil lors de la prochaine séance.

*Le compte rendu du Conseil Municipal du 5 février 2019 est adopté à l'unanimité des membres présents, en tenant compte des remarques.*

## I / INFORMATIONS

### *Commissions municipales :*

- Compte rendu de la Commission des Finances/Travaux et ses annexes du 15 février 2019 relatif aux travaux de la salle polyvalente ;
- Compte rendu de la Commission des Finances du 18 février.

### *Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France :*

- Compte rendu succinct de la séance du 7 février du Conseil Communautaire ;
- Compte rendu du Conseil Communautaire du 7 février ;
- Compte rendu de la séance du Bureau du 30 janvier ;
- Compte rendu et annexes de la Commission des Finances du 7 mars.

### *Divers :*

- Comptes rendus des réunions de chantier des 5, 19 et 26 février et du 5 mars concernant la viabilisation du lotissement de la croix Saint Hubert ;
- Compte rendu de la séance du SIVOS du 6 février ;
- Compte rendu du Cabinet Verdi de la réunion du 14 février relative à la préparation des travaux d'extension du réseau d'assainissement sur le secteur de Montlouet et présentation du projet ;
- Procès-verbal sommaire de la séance du Conseil d'administration du CCAS du 6 mars ;
- Compte rendu de la séance du SMVA du 26 février.

### *Remarques :*

Le Maire revient sur l'inscription budgétaire du SMVA concernant des travaux d'expansion des crues de l'Ocre en amont de la Commune. En effet, cette somme est inscrite depuis trois budgets et les travaux ne sont pas encore commencés. Le Maire a interrogé le SMVA sur ce dossier pour savoir si les travaux seront effectivement engagés et le calendrier prévisionnel.

Pierre COUTURIER signale la qualité du compte rendu de la Commission des Finances du 18 février, ce qui lui a permis, étant absent à la Commission, d'avoir toute l'information nécessaire pour les décisions d'aujourd'hui. Le Maire remercie à ce titre Bruno Alamichel, et précise que le contenu de ce compte rendu est un élément de base de cette réunion du Conseil municipal.

## II / DECISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE SES DELEGATIONS

### 1. DPU (Droit de Prémption urbain)

| Date de dépôt | Notaire                 | Nom                           | terrain  | Cadastre                       | Superficie           |                          |
|---------------|-------------------------|-------------------------------|--|--------------------------------|----------------------|--------------------------|
| 31/01/2019    | MAITRE RENARD           | HENON EXECUTEUR TESTAMENTAIRE | LES DIGUES/LES ECLOUETS BAGLAINVAL/21 GRANDE RUE DE BAGLAINVAL | AI 219/54/55/99/92/100/253/199 | 17870 m <sup>2</sup> | NON EXERCE LE 31/01/2019 |
| 11/02/2019    | MAITRE COSSON           | DESMET                        | RUE DE LA HERSE/8 RUE DU MARCHÉ AU BLE                         | AC 413/415/766                 | 569 m <sup>2</sup>   | NON EXERCE LE 11/02/2019 |
| 14/02/2019    | MAITRE LABBE            | LEMAIRE                       | 19 RUE DES SAULES  | AD 419/ZK 696                  | 527 m <sup>2</sup>   | NON EXERCE LE 14/02/2019 |
| 14/02/2019    | MAITRE LABBE            | DE SAINT PASTOU DE BONREPEAUX | IMPASSE DE LA GRANDE COUR/LES BESSIERES                        | 266 B 342/343                  | 614 m <sup>2</sup>   | NON EXERCE LE 22/01/2019 |
| 18/02/2019    | MAITRE MUNOZ            | JUMEAU                        | 6 ROUTE DE TALVOISIN   | AB 251/253                     | 279 m <sup>2</sup>   | NON EXERCE LE 25/02/2019 |
| 05/03/2019    | MAITRE HERINGER RAMEAUX | LARIGNON                      | 2 RUE DU CROC SALE   | AC 458                         | 45m <sup>2</sup>     | NON EXERCE LE 05/03/2019 |

## 2. Dépenses comprises entre 500,00 € HT et 25 000,00 € HT

| Fournisseur      | produit                                 | Affectation           | Montant  |          | Section |
|------------------|---|-----------------------|----------|----------|---------|
|                  |   |                       | HT       | TTC      |         |
| MAVASA           | Signalisation verticale                 | Voirie                | 1 005.00 | 1 206.00 | INV     |
| ALLBATTERIES     | 4 batteries autolaveuse                 | Salle Polyvalente     | 1 024.56 | 1 229.47 | INV     |
| EIFFAGE ENERGIE  | Boitiers électroniques ventilation      | Gymnase               | 1 291.69 | 1 550.03 | INV     |
| EIFFAGE ENERGIE  | Sonde et électrode d'allumage chaudière | Dojo                  | 782.19   | 938.63   | INV     |
| BEQUET FORMATION | Engins de chantier-CACES                | Agent Technique       | 500.00   | 600.00   | FCT     |
| LE 8° ART        | Feu d'artifice                          | 12 juillet            | 4 166.67 | 5 000.00 | FCT     |
| INTER LOCATION   | Location mini pelle et tarière          | Parc Ruelle des Mares | 966.60   | 1 159.92 | FCT     |
| MAJUSCULE        | Papier A4                               | Mairie                | 861.60   | 1 033.92 | FCT     |
| SMBP             | Béton pour dalle                        | Tir à l'arc           | 734.32   | 881.18   | FCT     |
| TOPP             | Affiches + brochures                    | Salon d'art           | 885.00   | 1 062.00 | FCT     |
| CALDEO           | 2 000 litres de diesel                  | Services Techniques   | 2 370.00 | 2 844.00 | FCT     |
| SCHILLER         | Boitier défibrillateur                  | Extérieur Mairie      | 520.00   | 624.00   | FCT     |
| COBALYS          | Peinture + colorant marquage            | Stades                | 620.50   | 744.60   | FCT     |
| TEMPS LIVRE      | Dictionnaires                           | Récompenses CM2       | 944.55   | 996.50   | FCT     |

### III / DECISIONS – DELIBERATIONS

#### 1. Travaux d'enfouissement des réseaux aériens de distribution d'électricité, de télécommunications et d'éclairage public – Chemin des bois et Résidence de la Tour– plan de financement

Dossier suivi par Pierre COUTURIER

Ce point a déjà été traité en séance du 18 décembre 2018.

Or, un amendement adopté au cours de la loi de finances 2019 est venu préciser les conditions autorisant les communes à recourir aux fonds de concours en vue de verser leurs participations financières aux travaux sous la maîtrise d'ouvrage de leur syndicat d'énergie.

Par ailleurs, un arrêté du 27 décembre 2018 est venu modifier les prescriptions techniques de conception et de fonctionnement des installations d'éclairage public afin de « *prévenir, réduire et limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie* ». En l'état, ces travaux prévoient en effet le remplacement des installations énergivores existantes par des installations équipées de lampes à basse consommation de type LED.

D'un point de vue financier, ces mesures ne modifient pas le plan de financement déjà validé le 18 décembre 2018. Toutefois ENERGIE Eure-et-Loir pense préférable de sécuriser la mise en œuvre en délibérant à nouveau : la délibération à prendre est strictement identique.

Dans le cadre de travaux d'amélioration de notre environnement, de la rénovation de notre éclairage public et de recherche d'économie, la Commune a d'ores et déjà procédé, depuis 2011, aux enfouissements faubourg de la Bretonnière (2011), Baglainval (2016/2017) rue du Champ de Tir et rue de la Tuilerie (2017/2018) et en ce moment sur le secteur de la rue de la Fontaine et de la ruelle de la Source.

Dans la continuité de ce type de travaux réguliers, une étude a été menée par ENERGIE Eure-et-Loir, chemin des Bois et résidence de la Tour. Ces travaux permettraient de continuer l'enfouissement entrepris dans ce secteur à partir du centre ville.

Ce projet a fait l'objet d'un avis favorable d'ENERGIE Eure-et-Loir quant à sa programmation et à son financement en 2019.

La Commission des Finances/travaux de la Commune du 3 décembre a également émis un avis favorable pour un financement sur deux exercices (2019 et 2020).

Il convient donc à présent de statuer sur les modalités de réalisation de cette opération et d'arrêter le plan de financement établi à titre prévisionnel par ENERGIE Eure-et-Loir qui se présente comme suit :

• Exécution des travaux :

| RESEAUX   |                   | Maîtrise d'ouvrage   | Coût estimatif   | Partenariat          |                  |              |                  |
|---|-------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|--------------|------------------|
|   |                   |                      |                  | ENERGIE Eure-et-Loir |                  | collectivité |                  |
| Distribution publique d'électricité                               | Environnement BT  | ENERGIE Eure-et-Loir | 150 000 €        | 65 %                 | 97 500 €         | 35 %         | 52 500 €         |
|   | Sécurisation BT   | ENERGIE Eure-et-Loir | - €              |                      | - €              |              | - €              |
|   | Modernisation HTA | ENERGIE Eure-et-Loir | - €              |                      | - €              |              | - €              |
| Communications électroniques : terrassements, chambres, fourreaux |                   | Commune*             | 61 000 €         | 0 %                  | - €              | 100 %        | 61 000 €         |
| Eclairage public  |                   | ENERGIE Eure-et-Loir | 49 000 €         | 65 %                 | 31 850 €         | 35 %         | 17 150 €         |
| <b>TOTAL</b>  |                   |                      | <b>260 000 €</b> |                      | <b>129 350 €</b> |              | <b>130 650 €</b> |

\* par convention, la Commune confie temporairement (le temps des travaux) sa maîtrise d'ouvrage à ENERGIE Eure-et-Loir

• Frais de coordination :

La Commune sera redevable envers ENERGIE Eure-et-Loir d'une contribution représentative des frais de coordination de travaux, d'un montant de 5 200 €.

→ Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

- approuve la programmation de ce projet d'enfouissement des réseaux pour 2019, et s'engage à ce que le lancement des travaux intervienne sur cette même année, l'octroi des aides financières par ENERGIE Eure-et-Loir ne pouvant être maintenu dans le cas contraire.
- approuve le plan de financement prévisionnel de cette opération et s'engage à inscrire les crédits correspondants à son budget, la contribution de la Commune aux travaux placés sous la maîtrise d'ouvrage d'ENERGIE Eure-et-Loir (électricité, éclairage public) prenant la forme de fonds de concours déterminés dans la limite du plan de financement prévisionnel.
- s'engage à régler à ENERGIE Eure-et-Loir le coût intégral (y compris la TVA) des travaux relatifs au génie civil de communications électroniques.
- opte pour un versement réparti sur 2 exercices budgétaires (acompte de 50 % en 2019, solde en 2020) ;
- s'engage à verser à ENERGIE Eure-et-Loir, à réception des travaux, une contribution représentative des frais de coordinations des travaux, d'un montant de 5 200 €.
- Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir respectivement avec ENERGIE Eure-et-Loir et la Société ORANGE pour la réalisation et la coordination des travaux d'enfouissement.
- prend acte de la nécessité d'émettre à l'achèvement des travaux un titre de recette d'un montant de 4 240 € à la Société ORANGE au titre de sa participation aux travaux de terrassements communs.

## **2. Liquidation du SIEBG (Syndicat Intercommunal des Eaux de Bleury Gallardon) et répartition des biens et charges**

Par délibération du 19 décembre 2018, la SIEBG a validé la liquidation du syndicat et la répartition des biens et des charges. Cette délibération a été transmise aux élus.

Le syndicat de Bleury-Gallardon sous contrat de DSP avec Veolia pour la distribution d'eau potable sur Bleury et Montlouet prend fin au 30 juin 2018 pour Bleury et au 31 décembre 2018 pour Gallardon. Pour rappel, le Conseil Municipal en séance du 18 décembre 2018, a validé l'intégration de Montlouet au contrat d'affermage de distribution d'eau potable de Gallardon, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 (DSP avec Veolia).

La répartition de l'excédent de trésorerie auprès des Communes d'Auneau-Bleury-Saint Symphorien et de Gallardon sera faite au prorata du nombre d'abonnés, soit 222 abonnés pour Bleury et 163 pour Montlouet.

La Commune d'Auneau-Bleury-Saint Symphorien aura en charge le paiement des charges financières concernant Bleury.

La répartition de l'actif, opéré par la Trésorerie de Maintenon, sur les Communes d'Auneau-Bleury-Saint Symphorien et de Gallardon sera faite selon les actifs :

- Au prorata du nombre d'abonnés, soit 222 abonnés pour Bleury et 163 pour Montlouet ;
- Au prorata du nombre de mètres de canalisation, soit 7 317 mètres pour Bleury et 3 362 mètres pour Montlouet.

Pierre COUTURIER précise que les terrains, concernant le périmètre de protection de la Poivrette, reviennent à la Commune de Gallardon.

L'actif sera reversé sur le budget de l'eau de la Commune.

Le Maire rappelle que les compétences eau et assainissement seront transférées à la CCPEIDF au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

→ *Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal entérine la délibération du SIEBG pour la liquidation du Syndicat et la répartition des biens et des charges après clôture du syndicat.*

## **3. Désignation d'un Délégué titulaire et d'un Délégué suppléant au SIA**

Comme suite à la démission du Conseiller Municipal, représentant titulaire au SIA, il convient de procéder à la nomination d'un nouveau titulaire. Compte tenu de l'implication dans ce syndicat de Christian LAPEYRE, actuellement suppléant, le Maire propose de le nommer titulaire.

Aucune autre candidature n'est déclarée.

→ *Christian LAPEYRE est élu à l'unanimité, soit 19 voix.*

Il faut donc désigner un suppléant.

Yves MARIE déclare sa candidature. Aucune autre candidature n'est déclarée.

→ *Yves MARIE est élu à l'unanimité, soit 19 voix.*

|            |  |
|------------|--|
| <b>SIA</b> | <p><i><u>Titulaires :</u></i><br/>COUTURIER Pierre<br/>DAUPTAIN Michel<br/>LAPEYRE Christian</p> <p><i><u>Suppléant :</u></i><br/>TABARINO Eric<br/>VAUELLE Véronique<br/>MARIE Yves</p> |
|------------|--|

#### 4. Indemnités de fonction des élus

En séance du 25 avril 2014, le Conseil Municipal a fixé les indemnités de fonction perçues par le Maire, les Adjoints et les Conseillers délégués. Les montants sont calculés sur la base de l'indice brut terminal de la fonction publique, soit 1015 en 2014. Or, cet indice a été revalorisé en 2019, soit maintenant 1027. Il convient donc de délibérer à nouveau puisque la délibération de 2014 fait mention de l'IB 1015. Il est rappelé que l'octroi d'une indemnité aux adjoints et aux conseillers délégués doit nécessairement être accompagné d'une délégation du Maire.

Eric TABARINO préconise de garder les anciens montants des indemnités. Henri FERRO demande la correspondance financière des indemnités.

- Maire : 1 694,22 € net/mois
- Adjoint : 592,11 € net/mois
- Conseiller délégué : 201,86 € net/mois

Pour éviter de devoir délibérer à chaque revalorisation de l'indice terminal, la Trésorerie conseille de faire référence à « l'indice brut terminal de la fonction publique » et non à sa valeur.

→ *Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal fixe les indemnités de fonction soit :*

- *Maire : 100 % de l'indemnité de fonction brute mensuelle (55 % de l'IB terminal de la fonction publique)*
- *Adjoints : 80 % de l'indemnité de fonction brute mensuelle (17,6 % de l'IB terminal de la fonction publique)*
- *Conseillers : 100 % de l'indemnité de fonction brute mensuelle (6 % de l'IB terminal de la fonction publique)*

#### 5. Comptes administratifs 2018

Les Comptes Administratifs ont fait l'objet d'une étude en Commission des Finances du 18 février. Le Maire fait référence au compte rendu.

Les Comptes Administratifs sont conformes aux Comptes de Gestion (TP).

#### COMPTE ADMINISTRATIF – COMMUNE

|   |                           | DEPENSES     | RECETTES     | RESULTAT DE CLOTURE |                   |
|---|---------------------------|--------------|--------------|---------------------|-------------------|
|   |                           |              |              | DEFICIT             | EXCEDENT          |
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats + titres) | Section de fonctionnement | 3 095 695,81 | 3 440 203,76 |                     | 344 507,95        |
|   | Section d'investissement  | 692 226,48   | 671 002,79   | 21 223,69           | 308 911,63        |
| RESULTAT 2018 AVEC REPORT DE L'EXERCICE 2017  | Report SF 002             | 3 095 695,81 | 3 782 895,87 |                     | 687 200,06        |
|   | Report SI 001             | 918 395,74   | 671 002,79   | 247 392,95          |                   |
| RAR 2018                                      | Section de fonctionnement |              |              |                     |                   |
|   | Section d'investissement  | 127 361,43   | 20 458,00    | 106 903,43          |                   |
| RESULTAT CUMULE AVEC RAR 2018                 | Section de fonctionnement | 3 095 695,81 | 3 782 895,87 |                     | 687 200,06        |
|   | Section d'investissement  | 1 045 757,17 | 691 460,79   | 354 296,38          |                   |
| <b>RESULTAT NET 2018</b>                      |                           |              |              |                     | <b>332 903,68</b> |

Le Maire procède à une lecture par chapitre et invite les membres du Conseil à poser des questions au fil du déroulé.

Recettes de fonctionnement : 3 782 895,87 €

*Chap 013* : 33 363,86 €

Remboursement des absences. Variable d'exercice à l'autre selon les absences.

*Chap 70* : 174 540,89 €

Intégration d'un reversement du budget eau potable et d'assainissement consécutif au travail de l'administration sur ces budgets.

*Chap 73* : 2 425 531,45 €

Faible progression. Attribution de compensation de la CCPEIDF

*Chap 74* : 674 076,67 €

Diminution de la DGF, dont la perte de la dotation cible. Perte totale de 93 000 €.

*Chap 75* : 41 307,05 €

Petite perte, notamment consécutive à la fin de la location du local de l'ancienne imprimerie.

*Chap 77* : 19 683,36 €

Vente d'un terrain à la société Acanthe

Dépenses de fonctionnement : 3 095 695,81 €

*Chap 11* : 553 171,04 €

Evolution extrêmement faible. On note une diminution du prix de l'énergie (- 33 000 €). Il faut toutefois rester prudent compte tenu des dates de facturation. Une hausse de 20 % du prix de l'électricité est annoncée pour 2019. Cela justifie d'autant plus nos efforts d'investissement sur les travaux liés à l'isolation de nos bâtiments. Cela contribue également à la préservation de l'environnement.

*Chap 12* : 1 368 162,07 €

Baisse non négligeable de nos dépenses de personnel.

*Chap 65* : 1 030 646,76 €

Charges liées aux contingents (SIVOS, SDIS) et aux subventions associatives.

*Chap 66* : 33 854,13 €

Charges financières en baisse : désendettement.

*Chap 67* : 3 658,65 €

Voyage scolaire

Recettes d'investissement : 671 002,79 €

*Chap 041* : 42 671,38 €

PLU

*Chap 10* : 494 594,25 €

Chapitre principal : FCTVA + excédents de fonctionnement capitalisés : transfert du fonctionnement vers l'investissement

*Chap 13* : 27 534 €

Plus un reste à réaliser de 20 458 €

Dépenses d'investissement : 918 395,74 €

*Chap 001* : déficit de 226 169,26 € à couvrir

*Chap 16* : 256 988,67 €

Remboursement d'emprunt. L'emprunt à court terme de 300 000 € sur 3 ans (2016-2018) a été soldé en 2018 avec le remboursement des derniers 90 000 €. Nous n'aurons donc pas cette charge cette année.

*Chap 20* : 15 453,22 €

Logiciels, licences, inventaire de la bio-diversité.

*Chap 21* : 279 018,54 €

Il s'agit de tous les investissements réalisés sur l'année 2018.

*Chap 23* : 26 370,79 €

Il s'agit de la quote-part des investissements réalisés sur plusieurs années.

Remarques :

Pierre COUTURIER se renseigne sur l'acquisition d'un terrain prévu par l'EPFLI. Le Maire rappelle que cette piste avait été abandonnée et que la Commune est devenue acquéreur directement. En effet, les conditions de remboursement étaient plus défavorables qu'un emprunt direct. S'agissant du montant (40 000 €), la Commune n'a pas eu besoin de requérir un emprunt.

Il s'avère que le service de l'EPFLI est intéressant dès lors que l'on se place dans un projet d'ingénierie complexe, notamment financièrement.

Myriam ROUILLARD évoque la dépense liée aux arbustes. Il s'agit en fait d'opération patrimoniale (opération d'ordre) qui ne sont pas des dépenses réelles.

COMPTE ADMINISTRATIF – ASSAINISSEMENT

|   |                           | DEPENSES   | RECETTES   | RESULTAT DE CLOTURE |            |
|---|---------------------------|------------|------------|---------------------|------------|
|   |                           |            |            | DEFICIT             | EXCEDENT   |
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats + titres) | Section de fonctionnement | 127 619,93 | 289 430,66 |                     | 161 810,73 |
|   | Section d'investissement  | 395 139,64 | 690 721,03 |                     | 295 581,39 |

|  |               |           |           |  |            |
|--|---------------|-----------|-----------|--|------------|
| RESULTAT 2018 AVEC REPORT DE L'EXERCICE 2017 | Report SF 002 |           | 19 096,34 |  | 180 907,07 |
|  | Report SI 001 | 13 907,61 | 12 617,92 |  | 281 673,78 |

|          |                           |            |            |        |  |
|----------|---------------------------|------------|------------|--------|--|
| RAR 2018 | Section de fonctionnement |            |            |        |  |
|          | Section d'investissement  | 133 387,61 | 132 576,01 | 811,60 |  |

|                               |                           |            |            |  |            |
|-------------------------------|---------------------------|------------|------------|--|------------|
| RESULTAT CUMULE AVEC RAR 2018 | Section de fonctionnement | 127 619,93 | 308 527,00 |  | 180 907,07 |
|                               | Section d'investissement  | 542 434,86 | 823 297,04 |  | 280 862,18 |

|                          |                   |
|--------------------------|-------------------|
| <b>RESULTAT NET 2018</b> | <b>461 769,25</b> |
|--------------------------|-------------------|

Le Maire fait lecture de la balance budgétaire.

Pierre COUTURIER constate que la Commune va laisser une situation extrêmement saine à la CCPEIDF au transfert de compétence en 2020.

Le Maire précise que l'excédent de fonctionnement, notamment grâce à la perception des taxes de raccordement sur le projet Baglainval/le Mesnil, contribue à la stratégie globale pour constituer de



l'autofinancement pour nos projets futurs. Il s'agit, dans un futur proche, de la finalisation du zonage d'assainissement par l'extension du réseau à Montlouet.

Concernant le projet de Baglainval/le Mesnil, le Maire note l'excellent taux de raccordement au réseau, la réussite du projet et le taux de satisfaction des bénéficiaires.

Le Maire évoque les comptes de classe 4 en investissement. Il s'agit des travaux de raccordement sur le domaine privé, financés par les bénéficiaires et l'agence de l'eau (subventions). Quelques subventions restent encore à percevoir, selon l'avancée des travaux.

Le Maire tient à saluer le travail de suivi des élus et de l'administration, notamment la Direction Générale et la Comptabilité.

#### COMPTE ADMINISTRATIF – EAU POTABLE

|   |                           | DEPENSES  | RECETTES   | RESULTAT DE CLOTURE |           |
|---|---------------------------|-----------|------------|---------------------|-----------|
|   |                           |           |            | DEFICIT             | EXCEDENT  |
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats + titres) | Section de fonctionnement | 54 729,14 | 137 212,67 |                     | 82 483,53 |
|   | Section d'investissement  | 75 163,10 | 90 464,61  |                     | 15 301,51 |

|  |               |  |          |  |           |
|--|---------------|--|----------|--|-----------|
| RESULTAT 2018 AVEC REPORT DE L'EXERCICE 2017 | Report SF 002 |  |          |  | 82 483,53 |
|  | Report SI 001 |  | 8 964,77 |  | 24 266,28 |

|          |                           |           |  |           |  |
|----------|---------------------------|-----------|--|-----------|--|
| RAR 2018 | Section de fonctionnement |           |  |           |  |
|          | Section d'investissement  | 21 528,00 |  | 21 528,00 |  |

|                               |                           |           |            |  |           |
|-------------------------------|---------------------------|-----------|------------|--|-----------|
| RESULTAT CUMULE AVEC RAR 2018 | Section de fonctionnement | 54 729,14 | 137 212,67 |  | 82 483,53 |
|                               | Section d'investissement  | 96 691,10 | 99 429,38  |  | 2 738,28  |

|                          |                  |
|--------------------------|------------------|
| <b>RESULTAT NET 2018</b> | <b>85 221,81</b> |
|--------------------------|------------------|

Le Maire fait lecture de la balance budgétaire.

Les recettes de fonctionnement sont constituées par le versement de Véolia (taxe communale d'eau potable).

C'est un budget modeste, mais qui se porte bien.

Des travaux sont effectués régulièrement. Les prochains sont prévus à Montlouet (changement d'une canalisation rue du Bout d'A Haut).

Pierre COUTURIER espère que les travaux se poursuivront après le transfert de compétence. Le principe de la signature d'une convention entre les deux collectivités devrait le garantir. Les dépenses concernant Montlouet seront engagées avant la fin de l'année, soit avant le transfert.

Le Maire quitte la salle afin que soit procédé aux votes en son absence, cela conformément à la réglementation. Jack PROUTHEAU, 1<sup>ère</sup> adjoint, prend la présidence de la séance et fait procéder aux votes.

→ *Après en avoir délibéré, considérant les diverses présentations, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal approuve :*

- *le compte administratif Commune 2018 ;*

- le compte administratif Assainissement 2018 ;
- le compte administratif Eau potable 2018.

Le Maire reprend la présidence de la séance. Il remercie l'assemblée pour la confiance témoignée.

## 6. Débat d'Orientations Budgétaires

En vertu de l'article 11 de la Loi d'orientation n° 92-125 du 06 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République, les communes de plus de 3 500 habitants doivent tenir en séance du Conseil Municipal un Débat d'Orientations Budgétaires dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Ces dispositions ont été codifiées à l'article L.2312.1 du code général des collectivités territoriales.

Cette procédure qui constitue une formalité substantielle, vise à informer plus en amont et recueillir les réflexions sur les grandes orientations budgétaires.

Le Débat d'Orientations Budgétaires est l'occasion de transmettre et présenter une information aussi complète que possible sur le contexte économique et financier dans lequel la préparation du budget primitif 2019 sera entreprise.

### Eléments de débat :

- o Note de conjoncture sur l'environnement économique établie par le Maire
- o CA 2018, conformes aux CG ;
- o Les ratios 2005-2018 : Documents joints à l'ordre du jour (présentés en Commission des Finances du 9 mars).
  - Source : Comptes administratifs 2018 de la commune
  - Population INSEE en vigueur au 1<sup>er</sup>/01/2018 : 3 683 habitants

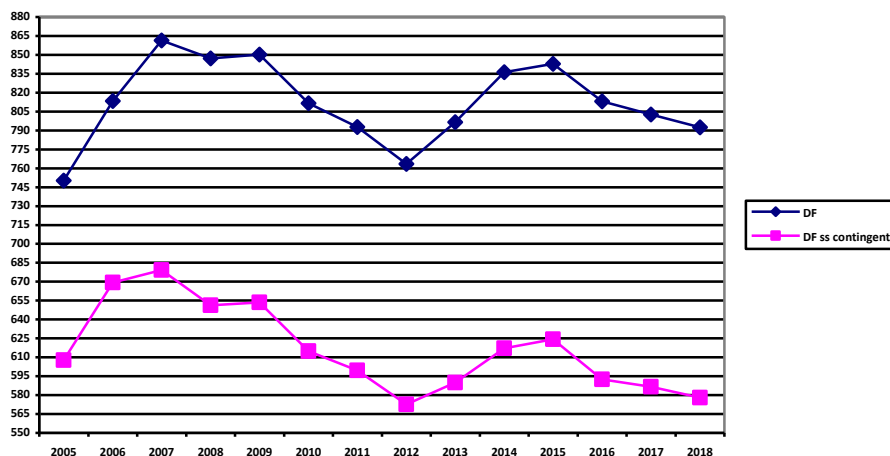
### Ratio n°1 - Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux régie. / Population

| Années                | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pop.INSEE (fiche DGF) | 3551   | 3551   | 3551   | 3551   | 3500   | 3501   | 3505   | 3553   | 3584   | 3613   | 3631   | 3664   | 3652   | 3683   |
| Montant               | 750,36 | 813.26 | 861,42 | 847.17 | 850.25 | 811.62 | 792.66 | 763.58 | 796.59 | 836.36 | 842.81 | 813.13 | 802.58 | 792.41 |
| Ss Contingent         | 607.83 | 669.27 | 679.13 | 651.32 | 653.62 | 614.94 | 599.70 | 572.61 | 589.99 | 617.20 | 624.31 | 592.42 | 586.57 | 577.89 |
| SIVOS                 | 105.34 | 105.58 | 143.23 | 156.64 | 155.66 | 157.43 | 151.51 | 149.35 | 165.16 | 175.96 | 178.47 | 180.96 | 175.91 | 174.57 |

Evaluation de la charge totale de fonctionnement, en euros par habitant.

Dépenses Réelles de fonctionnement hors travaux régie :

| Année | DF Réelles sans Tvx Régie | Montant contingent SIVOS-SDIS | DF Réelles sans contingent et Tvx Régie | Part SIVOS |
|-------|---------------------------|-------------------------------|---|------------|
| 2005  | 2 664 528.98 €            | 506 135.08 €                  | 2 158 393.90 €                          | 374 068.26 |
| 2006  | 2 887 881.81 €            | 511 312.79 €                  | 2 376 569.02 €                          | 374 898.24 |
| 2007  | 3 058 915.90 €            | 647 318.08 €                  | 2 411 597.82 €                          | 508 593.71 |
| 2008  | 3 008 291.99 €            | 695 459.34 €                  | 2 312 832.65 €                          | 556 211.02 |
| 2009  | 2 975 879.95 €            | 688 217.52 €                  | 2 287 662.43 €                          | 544 800.99 |
| 2010  | 2 841 483.55 €            | 688 579.34 €                  | 2 152 904.21 €                          | 551 152.29 |
| 2011  | 2 778 289.94 €            | 676 350.52 €                  | 2 101 939.42 €                          | 531 028.34 |
| 2012  | 2 713 017.46 €            | 678 523.61 €                  | 2 034 493.85 €                          | 530 650.66 |
| 2013  | 2 854 993.29 €            | 740 472.86 €                  | 2 114 520.43 €                          | 591 928.30 |
| 2014  | 3 021 752.79 €            | 791 813.76 €                  | 2 229 939.03 €                          | 635 759.98 |
| 2015  | 3 060 227.31 €            | 793 354.99 €                  | 2 266 872.32 €                          | 648 032.04 |
| 2016  | 2 979 290.49 €            | 808 659.83 €                  | 2 170 630.66 €                          | 663 034.20 |
| 2017  | 2 931 022.78 €            | 788 874.72 €                  | 2 142 148.06 €                          | 642 430.42 |
| 2018  | 2 918 427.77 €            | 790 087.32 €                  | 2 128 340.45 €                          | 642 922.92 |



Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales.

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement. A ces dépenses, on retire les travaux en régie (R042) pour obtenir les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie.

Ce ratio appartient à la catégorie " Dépenses de fonctionnement ".

Les Dépenses 2018 sont inférieures aux années 2017 et 2008. Cela démontre nos efforts de maîtrise des dépenses.

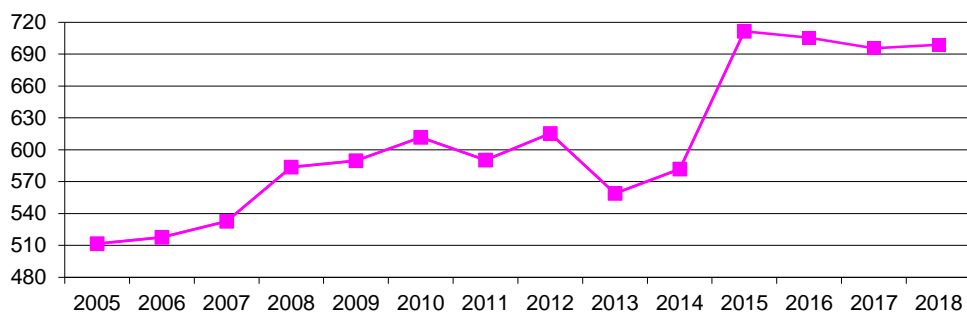
**Ratio n°2** - Produit des 3 taxes + CFE + CVAE + FNGIR + DCRTP + Compensations / population

| Années                | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pop.INSEE (fiche DGF) | 3551   | 3551   | 3551   | 3551   | 3500   | 3501   | 3505   | 3553   | 3584   | 3613   | 3631   | 3664   | 3652   | 3683   |
| Montant               | 511,67 | 517,58 | 532,79 | 583.74 | 589.65 | 611.82 | 590.23 | 615.37 | 558.81 | 581.97 | 711.38 | 705.46 | 695.50 | 698.77 |

| Année       | Valeur                |
|-------------|-----------------------|
| 2005        | 1 816 940.17 €        |
| 2006        | 1 837 926.58 €        |
| 2007        | 1 891 937.29 €        |
| 2008        | 2 072 860.74 €        |
| 2009        | 2 063 775.00 €        |
| 2010        | 2 141 981.82 €        |
| 2011        | 2 068 756.15 €        |
| 2012        | 2 186 409.61 €        |
| 2013        | 2 002 775.04 €        |
| 2014        | 2 102 651.00 €        |
| <b>2015</b> | <b>2 583 001.00 €</b> |
| 2016        | 2 584 797.00 €        |
| 2017        | 2 539 957.00 €        |
| 2018        | 2 573 558.00 €        |

Produit des 3 taxes directes locales ainsi que la TP réformée, en euros par habitant.

**Augmentation due à la part de compensation versée par la CCVV suite à son changement de fiscalité applicable en 2015.**



Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 3500 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales. Produit des 4 taxes : contributions directes (comptes 73111 + 73211 + 73221 + 7482 + 7483).

Ce ratio appartient à la catégorie " Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne "

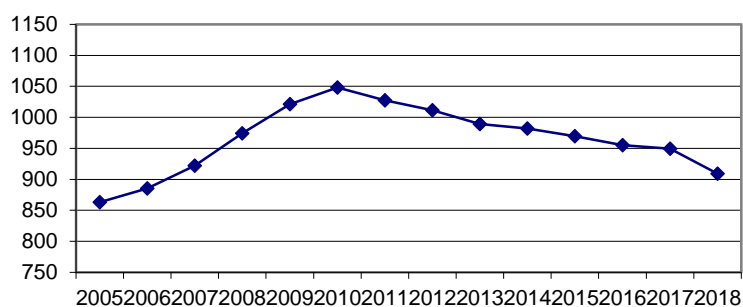
On constate une légère hausse en 2018. Une hausse de 20 000 € sera aussi constatée en 2019.

**Ratio n°3** – (Recettes réelles de fonctionnement – Produits exceptionnels) / population

| Années                | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pop.INSEE (fiche DGF) | 3551   | 3551   | 3551   | 3551   | 3500    | 3501    | 3505    | 3553    | 3584   | 3613   | 3631   | 3664   | 3652   | 3683   |
| Montant               | 863,21 | 885,32 | 921,89 | 974,02 | 1021,13 | 1048,01 | 1027,64 | 1011,17 | 989,04 | 981,94 | 969,66 | 954,89 | 949,48 | 909,27 |

| Année | Valeur         |
|-------|----------------|
| 2005  | 3 065 272.75 € |
| 2006  | 3 143 776.86 € |
| 2007  | 3 273 629.25 € |
| 2008  | 3 458 759.85 € |
| 2009  | 3 573 939.21 € |
| 2010  | 3 669 078.28 € |
| 2011  | 3 601 873.22 € |
| 2012  | 3 592 691.66 € |
| 2013  | 3 544 732.48 € |
| 2014  | 3 547 738.35 € |
| 2015  | 3 520 824.86 € |
| 2016  | 3 498 733.39 € |
| 2017  | 3 467 491.45 € |
| 2018  | 3 348 826.52 € |

Evaluation de l'ensemble des recettes courantes sans les produits exceptionnels, en euros par habitant.



Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales.

Recettes réelles de fonctionnement : total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

Ce ratio appartient à la catégorie " Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne ".

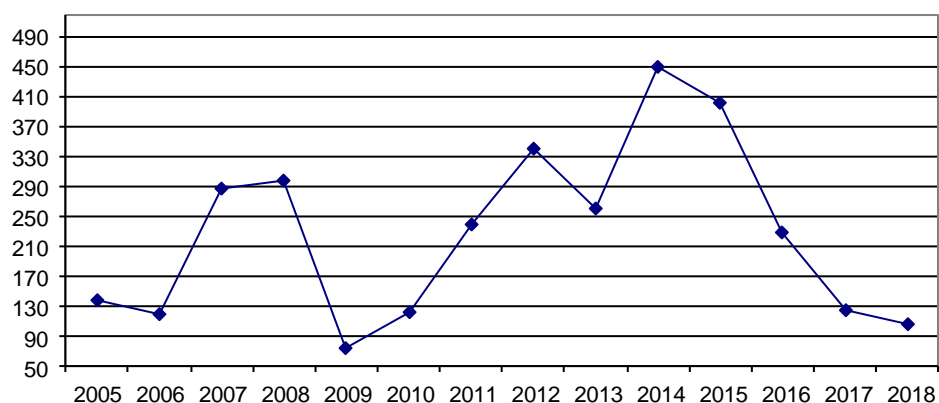
La baisse sensible est consécutive à la perte de 93 000 € de DGF. Les recettes 2018 sont inférieures à 2007. Cela justifie notre nécessaire maîtrise des dépenses.

Pour 2019, il est prévu une restitution de cette perte de 80 000 € (40 000 € pour 2018 et 40 000 € pour 2019). Cette somme pourra être affectée à l'investissement. Par contre, nous retournerons dès 2020 à la situation de 2018.

#### **Ratio n°4 - Dépenses d'équipement brut / population**

| Années                | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009  | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pop.INSEE (fiche DGF) | 3551   | 3551   | 3551   | 3551   | 3500  | 3501   | 3505   | 3553   | 3584   | 3613   | 3631   | 3664   | 3652   | 3683   |
| Montant               | 137.32 | 118,90 | 287,75 | 296.67 | 72.76 | 122.17 | 239.54 | 340.88 | 261.01 | 449.70 | 401.90 | 229.62 | 123.49 | 106.42 |

| Année | Valeur       |
|-------|--------------|
| 2005  | 487 602.63   |
| 2006  | 422 210.09   |
| 2007  | 1 021 799.53 |
| 2008  | 1 053 457.14 |
| 2009  | 256 632.46   |
| 2010  | 427 692.89   |
| 2011  | 839 568.03   |
| 2012  | 1 211 121.94 |
| 2013  | 935 452.93   |
| 2014  | 1 624 743.87 |
| 2015  | 1 459 302.42 |
| 2016  | 841 305.12   |
| 2017  | 450 972.63   |
| 2018  | 391 937.43   |

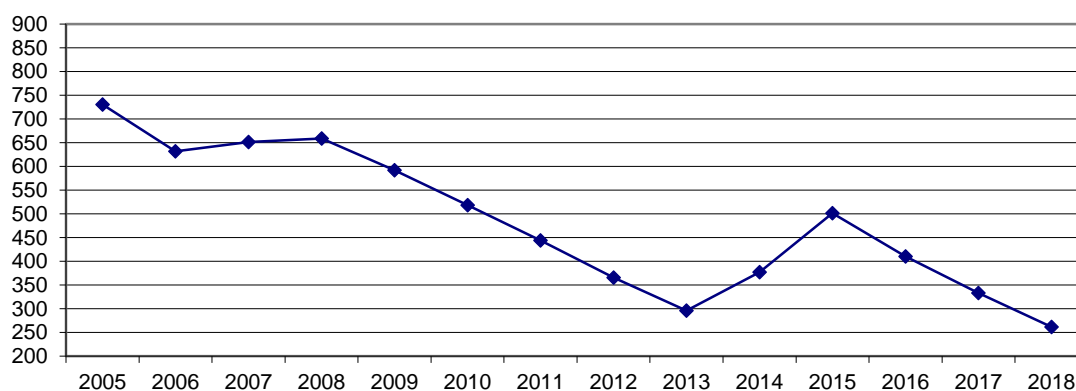


Suite à la Remarque en Conseil, le montant des travaux en régie a été ajouté.

2018 constitue la 2<sup>ème</sup> année faible en investissement. Il s'agit de préparer les gros investissements futurs (salle polyvalente).

## Ratio n°5 - Encours de la dette au 31/12/N / population

| Années                | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pop.INSEE (fiche DGF) | 3551   | 3551   | 3551   | 3551   | 3500   | 3501   | 3505   | 3553   | 3584   | 3613   | 3631   | 3664   | 3652   | 3683   |
| Montant               | 730.90 | 631.89 | 651.44 | 659.26 | 592.41 | 518.38 | 444.21 | 366.11 | 293.36 | 377.16 | 501.49 | 410.58 | 333.19 | 261.95 |



| Années | Encours de la dette au 31/12/N |
|--------|--------------------------------|
| 2005   | 2 595 425.65                   |
| 2006   | 2 243 829.90                   |
| 2007   | 2 313 249.01                   |
| 2008   | 2 341 030.70                   |
| 2009   | 2 073 444.11                   |
| 2010   | 1 814 849.45                   |
| 2011   | 1 556 957.23                   |
| 2012   | 1 300 800.14                   |
| 2013   | 1 051 377.44                   |
| 2014   | 1 362 671.60                   |
| 2015   | 1 820 897.13                   |
| 2016   | 1 504 363.59                   |
| 2017   | 1 216 778.80                   |
| 2018   | 964 765.13                     |

Evaluation de l'endettement total en fin d'exercice, en euros par habitant.

Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales.

Encours de la dette communale totale : capital restant dû au 31 décembre sur les dettes à long et moyen terme.

Ce ratio appartient à la catégorie " Charge de la dette et marge de manœuvre ".

Diminution de l'endettement. Notre capacité d'emprunt devient donc plus conséquente. Compte tenu de l'engagement de la préparation des travaux de salle polyvalente et du calendrier prévisionnel, la Commune ne devrait pas recourir à l'emprunt cette année.

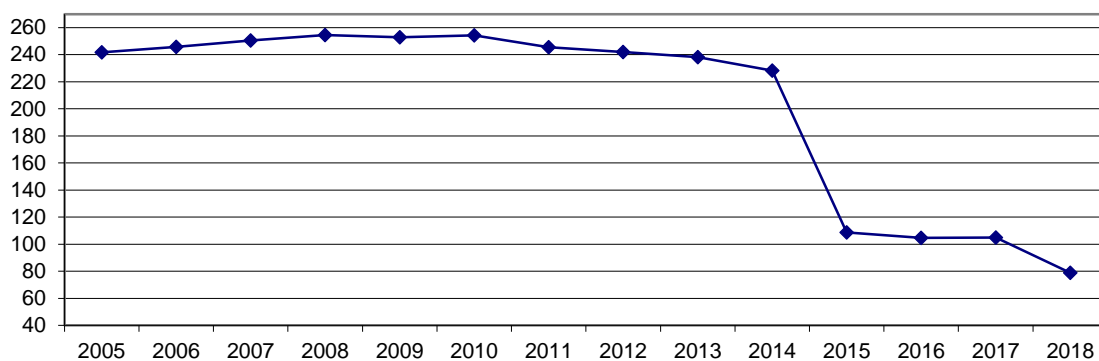
Alexandre DAVAL regrette que nous ne présentions pas de graphiques pour les années futures. Le Maire explique que même si une stratégie globale est convenue, le besoin de réactivité selon les opportunités est nécessaire et constitue ainsi des imprévus. Les ressources financières fluctuent également. En ce sens, les graphiques présentés pour l'avenir seraient très approximatifs et donc peu exploitables.

Alexandre DAVAL pense toutefois qu'il serait pertinent de débattre sur une tendance à l'aide de budgets prévisionnels sur les 3 ou 4 ans à venir.

Le Maire précise qu'il convient de se rapprocher du plan pluriannuel d'investissement.

## Ratio n°6 - Dotation globale de fonctionnement (DGF) / population

| Années                | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018  |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Pop.INSEE (fiche DGF) | 3551   | 3551   | 3551   | 3551   | 3500   | 3501   | 3505   | 3553   | 3584   | 3613   | 3631   | 3664   | 3652   | 3683  |
| Montant               | 241.66 | 245.81 | 250.39 | 254.45 | 252.86 | 254.22 | 245.61 | 241.95 | 238.09 | 228.32 | 108.71 | 104.65 | 104.90 | 78.79 |



DGF = Dotation forfaitaire + DSR Cible + DSR Centre Bourg + DNP

Produits de la dotation globale de fonctionnement, en euros par habitant.

Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales.

Dotation globale de fonctionnement (DGF) :

| Année | Dotation Forfaitaire | Dotation de solidarité rurale |             | Dotation Nationale de Péréquation | Total   |
|-------|----------------------|-------------------------------|-------------|-----------------------------------|---------|
|       |                      | Cible                         | Péréquation |                                   |         |
| 2004  | 801 922              |                               | 29 078      |                                   | 831 000 |
| 2005  | 809 941              |                               | 35 141      | 13 031                            | 858 113 |
| 2006  | 822 229              |                               | 38 459      | 12 170                            | 872 858 |
| 2007  | 832 142              |                               | 42 171      | 14 820                            | 889 133 |
| 2008  | 841 809              |                               | 45 341      | 16 373                            | 903 523 |
| 2009  | 842 041              |                               | 46 590      | 9 248                             | 897 879 |
| 2010  | 841 049              |                               | 44 330      | 4 624                             | 890 003 |
| 2011  | 811 146              |                               | 45 027      | 4 668                             | 860 841 |
| 2012  | 806 302              |                               | 47 714      | 5 602                             | 859 618 |
| 2013  | 796 268              |                               | 50 325      | 6 722                             | 853 315 |
| 2014  | 764 582              |                               | 52 270      | 8 066                             | 824 918 |
| 2015  | 312 639              |                               | 56 222      | 25 842                            | 394 703 |
| 2016  | 241 894              | 54 316                        | 61 063      | 26 162                            | 383 435 |
| 2017  | 207 578              | 80 433                        | 65 633      | 29 449                            | 383 093 |
| 2018  | 208 439              |                               | 65 003      | 16 726                            | 290 168 |

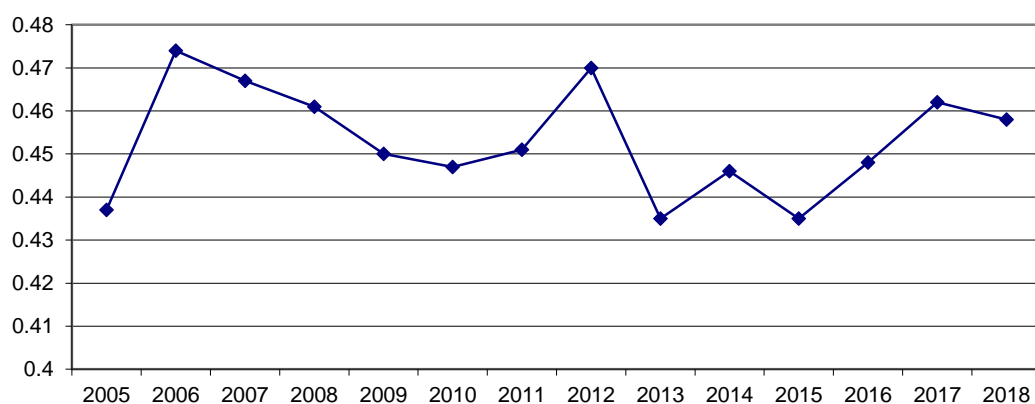
### **2015 : Baisse due au changement de fiscalité de la CCVV**

Ce ratio appartient à la catégorie " Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne ".

La baisse est à rapporter sur le transfert du produit de la fiscalité.

### Ratio n°7 - Frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

| 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 0,437 | 0,474 | 0,467 | 0,461 | 0,450 | 0,447 | 0,451 | 0,470 | 0,435 | 0,446 | 0,435 | 0,448 | 0,462 | 0,458 |



| Années | Charges de Personnel |
|--------|----------------------|
| 2005   | 1 217 432.56         |
| 2006   | 1 368 015.49         |
| 2007   | 1 427 116.33         |
| 2008   | 1 387 047.94         |
| 2009   | 1 339 242.52         |
| 2010   | 1 269 248.70         |
| 2011   | 1 267 716.14         |
| 2012   | 1 329 506.15         |
| 2013   | 1 296 336.74         |
| 2014   | 1 365 113.46         |
| 2015   | 1 359 459.18         |
| 2016   | 1 361 117.49         |
| 2017   | 1 391 678.14         |
| 2018   | 1 368 162.07         |

Part des dépenses réelles de fonctionnement affectées aux frais de personnel.

Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 10 000 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales.

Frais de personnel : dépenses de la ligne budgétaire 012 = D621, 631, 633 et 64.

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

Ce ratio appartient à la catégorie " Dépenses de fonctionnement ".

Baisse des dépenses de frais de personnel, mais également et plus globalement des frais de fonctionnement.

### Ratio n° 8 - Epargne brute (Excédent RF Réelles / DF Réelles)

| 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1.150 | 1.089 | 1.070 | 1.150 | 1.201 | 1.291 | 1.296 | 1.324 | 1.242 | 1.174 | 1.151 | 1.174 | 1.183 | 1.148 |

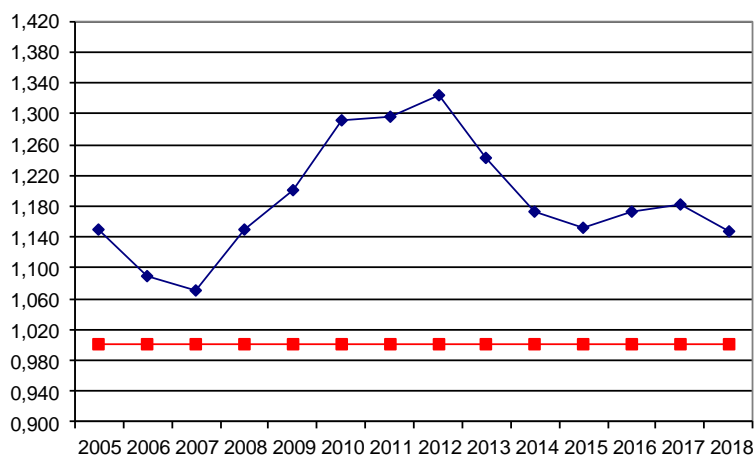
#### FORMULE 2018 :

(RF Réelles – Produits exceptionnels) / (DF Réelles – Tvx Régie)

= (3 368 509.88 – 19 683.36) / ((2 989 492.65 – 71 064.88)

= 3 348 826.52 / 2 918 427.77=1.148





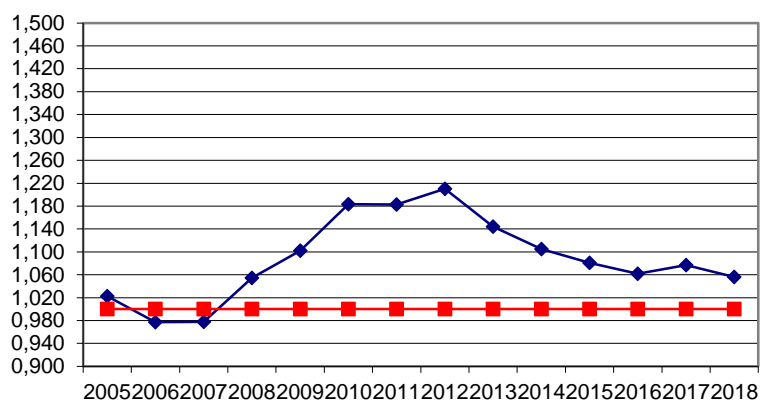
| Années | Montant Epargne Brute |
|--------|-----------------------|
| 2004   | 604 618.34            |
| 2005   | 400 743.77            |
| 2006   | 255 895.05            |
| 2007   | 214 713.35            |
| 2008   | 450 467.86            |
| 2009   | 598 059.26            |
| 2010   | 827 594.73            |
| 2011   | 823 583.28            |
| 2012   | 879 674.20            |
| 2013   | 689 739.19            |
| 2014   | 525 985.56            |
| 2015   | 460 597.55            |
| 2016   | 519 442.90            |
| 2017   | 536 468.67            |
| 2018   | 430 398.75            |

$$\begin{aligned} \text{Montant Epargne Brute} &= (\text{RF Réelles} - \text{Produits exceptionnels}) - (\text{DF Réelles} - \text{Tvx Régie}) \\ &= 3\,348\,826.52 - 2\,918\,427.77 \\ &= 430\,398.75 \end{aligned}$$

La baisse de 93 000 € de DGF explique la baisse de notre épargne brute.

**Ratio n°9** - Marge d'autofinancement courant (sans produits exceptionnels et travaux en Régie)

| 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1.022 | 0.977 | 0.977 | 1.054 | 1.102 | 1.183 | 1.182 | 1.210 | 1.144 | 1.105 | 1.081 | 1.062 | 1.077 | 1.056 |



La marge d'autofinancement sera croissante si le résultat est supérieur à 1.

Comparaison des charges courantes augmentées de l'annuité de la dette au montant des recettes courantes.

Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 10 000 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales.

Marge d'autofinancement courant :

Formule utilisée : Recettes réelles de fonctionnement (hors produits exceptionnels) / Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie et transferts de charges) et remboursement de la dette.

Pour les communes de moins de 10 000 habitants, les informations disponibles ne permettent pas d'isoler les mouvements de réaménagement de la dette, les remboursements utilisés comprennent donc d'éventuels remboursements anticipés refinancés par emprunt.

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

A ces dépenses, on retire les travaux en régie (R042) pour obtenir les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie. On retire ensuite la recette d'ordre 79 correspondant aux charges à répartir sur plusieurs exercices pouvant être financées par emprunt.

Les dépenses réelles de fonctionnement comprennent notamment les intérêts de la dette.

Remboursements de dette (hors réaménagement refinancé pour les communes de plus de 10 000 habitants) : dépenses réelles du compte 16.

Recettes réelles de fonctionnement : total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

Ce ratio appartient à la catégorie " Charge de la dette et marge de manœuvre ".

#### FORMULE 2018 :

$(RF \text{ Réelles} - \text{Pduits exceptionnels}) / ((DF \text{ Réelles} - \text{Tvx Régie}) + \text{Remb. Dette})$

$= (3\,368\,509.88 - 19\,683.36) / ((2\,989\,492.65 - 71\,064.88) + 252\,013.67)$

$= (3\,348\,826.52 / (2\,918\,427.77 + 252\,013.67))$

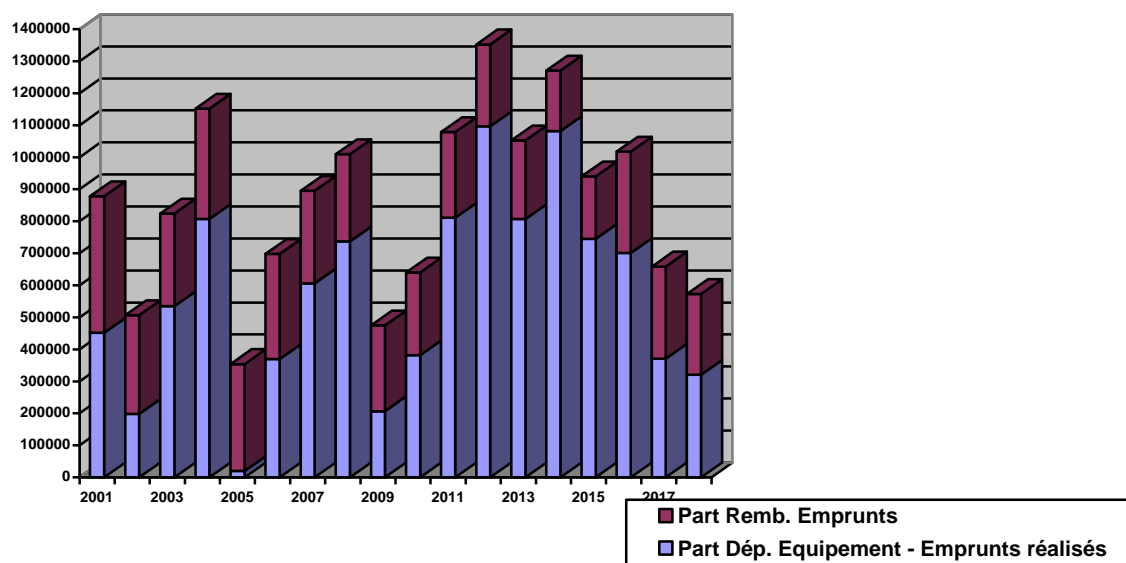
$= 3\,348\,826.52 / 3\,170\,441.44$

$= 1.056$

En 2019, on notera une baisse du remboursement d'emprunt en capital suite notamment au solde de 90 000 € remboursé en 2018. La CAF nette va donc augmenter. Cet autofinancement supplémentaire est de bon augure pour le financement des travaux de la salle polyvalente.

Notre CAF net est de 5,63 % en 2018.

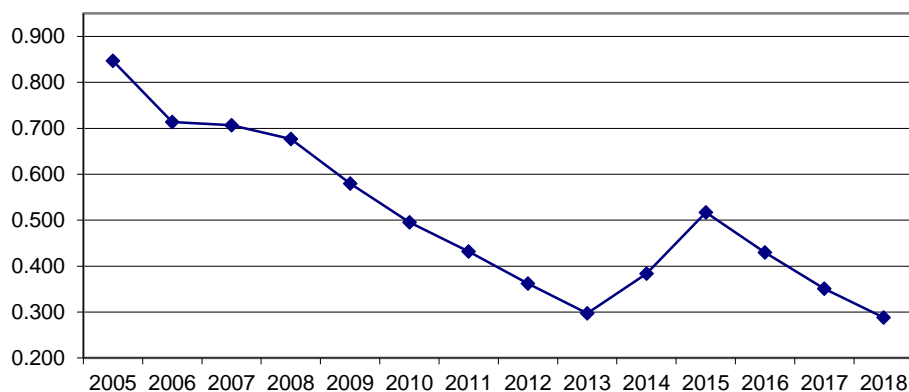
#### Effort Réel d'investissement de 2001 à 2018 :



**Pour 2017, les 180 000.00 € remboursés et réempruntés ne sont pas comptabilisés**

**Ratio n°11** - Encours de la dette au 31/12/N / (recettes réelles de fonctionnement – Produits exceptionnels)

| 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 0.847 | 0.714 | 0.707 | 0.677 | 0.580 | 0.495 | 0.432 | 0.362 | 0.297 | 0.384 | 0.517 | 0.430 | 0.351 | 0.288 |



Encours de la dette en fin d'exercice exprimé en nombre d'année de recettes courantes.

Il s'agit de l'un des ratios devant figurer en annexe aux documents budgétaires des communes de plus de 10 000 habitants en application de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales.

Encours de la dette communale totale : capital restant dû au 31 décembre sur les dettes à long et moyen terme.

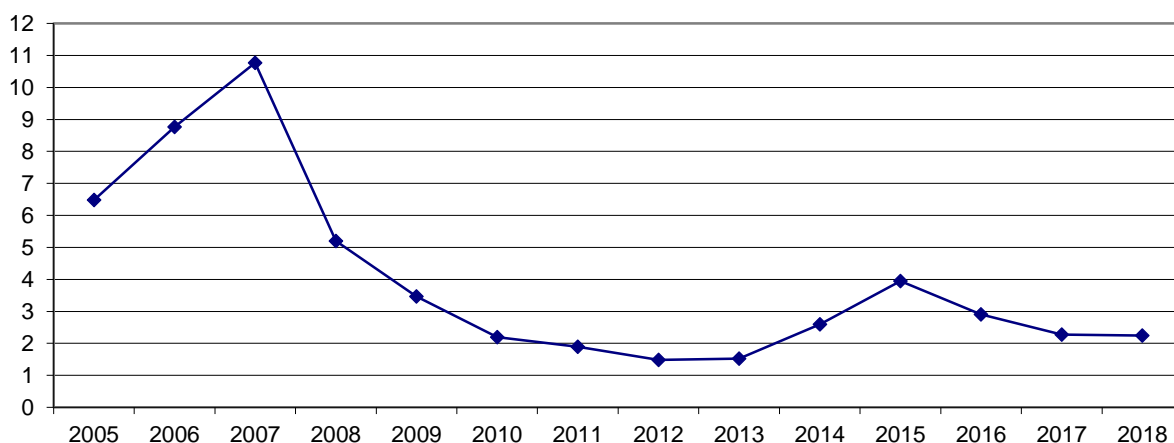
Recettes réelles de fonctionnement : total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

Ce ratio appartient à la catégorie " Charge de la dette et marge de manœuvre ".

**Ratio n°12** - Encours de la dette au 31/12/N / Epargne brute

Epargne nette ou autofinancement net = Excédent des recettes réelles de FCT sur les dépenses réelles de FCT (hors Tvx Régie)

|             | FONCTIONNEMENT  |            |              | Epargne Brute | Encours Dette au 31/12/N | Dette / EB   |
|-------------|-----------------|------------|--------------|---------------|--------------------------|--------------|
|             | RF réelles - PE | Tvx Régie  | Dépenses R   |               |                          |              |
| <b>2005</b> | 3 065 272.75    | 59 221.38  | 2 723 750.36 | 400 743.77    | 2 595 425.65             | <b>6.48</b>  |
| <b>2006</b> | 3 143 776.86    | 52 998.81  | 2 940 880.62 | 255 895.05    | 2 243 829.90             | <b>8.77</b>  |
| <b>2007</b> | 3 273 629.25    | 56 288.63  | 3 115 204.53 | 214 713.35    | 2 313 249.01             | <b>10.77</b> |
| <b>2008</b> | 3 458 759.85    | 16 597.87  | 3 024 889.86 | 450 467.86    | 2 341 030.70             | <b>5.20</b>  |
| <b>2009</b> | 3 573 939.21    | 49 728.81  | 3 025 608.76 | 598 059.26    | 2 073 444.11             | <b>3.47</b>  |
| <b>2010</b> | 3 669 078.28    | 45 978.69  | 2 887 462.24 | 827 594.73    | 1 814 849.45             | <b>2.19</b>  |
| <b>2011</b> | 3 601 873.22    | 28 853.83  | 2 807 143.77 | 523 583.28    | 1 556 957.23             | <b>1.89</b>  |
| <b>2012</b> | 3 592 691.66    | 114 919.10 | 2 827 936.56 | 879 674.20    | 1 300 800.14             | <b>1.48</b>  |
| <b>2013</b> | 3 544 732.48    | 128 595.30 | 2 983 588.59 | 689 739.19    | 1 051 377.44             | <b>1.52</b>  |
| <b>2014</b> | 3 547 738.35    | 42 930.04  | 3 064 682.83 | 525 985.56    | 1 362 671.60             | <b>2.59</b>  |
| <b>2015</b> | 3 520 824.86    | 64 395.31  | 3 124 622.62 | 460 597.55    | 1 820 897.13             | <b>3.95</b>  |
| <b>2016</b> | 3 498 733.39    | 69 982.64  | 3 049 273.13 | 519 442.90    | 1 504 363.59             | <b>2.90</b>  |
| <b>2017</b> | 3 467 491.45    | 79 997.20  | 3 011 019.98 | 536 468.67    | 1 216 778.80             | <b>2.27</b>  |
| <b>2018</b> | 3 348 826.52    | 71 064.88  | 2 918 427.77 | 430 398.75    | 964 765.13               | <b>2.24</b>  |



Ce ratio exprime le poids de la dette en nombre d'années d'épargne brute.

Ce ratio appartient à la catégorie " Charge de la dette et marge de manœuvre".

La solvabilité de la Commune est 2,24 années (cela doit être inférieur à 10 ans). Le Maire préconise plutôt 7 ans.

#### Note de conjoncture

Il faut se situer par rapport à notre environnement, à l'évolution de la croissance, du chômage, ...

Le contexte de croissance s'est tassé et reste limité. Les perspectives du gouvernement sont revues à la baisse. Le risque de ponction sur les collectivités territoriales n'est donc pas à écarter.

Bruno ALAMICHEL ajoute que le problème structurel de l'Etat n'est pas réglé. La dette continue d'augmenter. Les taux de crédit sont actuellement bas. Les charges financières sont donc moindres en prévision de nos emprunts. Il est annoncé une stabilisation des dotations de l'Etat suite à plusieurs baisses successives. Cela nous met les collectivités territoriales en situation de fragilité. Il faut donc rester prudent pour assurer nos investissements et surveiller notre capacité d'autofinancement.

Il n'est pas envisageable de créer de nouveaux équipements. Il faut par contre se mobiliser sur l'entretien de nos actuels équipements.

L'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement est à poursuivre par le biais notamment de l'investissement (isolation, éclairage public, ...). La baisse de nos dépenses énergétiques est aussi une question du respect de l'environnement.

#### DEBAT :

Bruno ALAMICHEL note la situation actuelle délicate : économie globale, finances publiques nationales, problème social. La situation de la Commune est saine mais contrainte, dès lors qu'il faut ne pas laisser le fonctionnement déraiper. L'endettement est faible. Nous avons besoin d'investissement : salle polyvalente, Mairie, réseau d'éclairage, entretien voirie, ... La maîtrise du fonctionnement et de la fiscalité sont des éléments clés.

Alexandre DAVAL pense que le périmètre de la Commune est bien maîtrisé. Il s'interroge sur les interactions avec les Communes voisines et la Communauté de Communes. Il ne perçoit pas d'apports particuliers ou de perspectives de rapprochement alors que les équipements de Gallardon sont utilisés par tous.

Le Maire informe que la CCPEIDF est en réflexion sur le versement d'une DSC (Dotation de Solidarité Communautaire). Cette dotation est liée à la croissance des entreprises. Cela viendrait alimenter notre section d'investissement. Le Maire consent, qu'à ce jour, la CCPEIDF n'apporte que peu d'avantage.

Pierre COUTURIER évoque le peu de visibilité, notamment sur les taux d'intérêt. La situation est très délicate au niveau national. Il s'inquiète sur les fluctuations du prix de l'énergie.

Jack PROUTHEAU reste prudent sur le budget de travaux de la salle polyvalente.

Le Maire confirme qu'il est toujours difficile de budgéter nos investissements. La situation de la Commune permettra toutefois de supporter les travaux.  
L'engagement de maintien de la fiscalité est prévu tenu, il ne sera donc pas proposé de variation des taux d'imposition.

→ *Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, prend acte que le Débat d'Orientations Budgétaires 2019 s'est tenu.*

## **7. Investissements inférieurs à 500,00 € HT**

| Fournisseur | produit                            | Affectation        | Montant |        | Section |
|-------------|------------------------------------|--------------------|---------|--------|---------|
|             |                                    |                    | HT      | TTC    |         |
| PROMOSOFT   | Antivirus + NAS poste informatique | Centre Elémentaire | 226.85  | 272.22 | INV     |
| SELF SIGNAL | Panneaux signalisation             | Chemin Gde Voirie  | 150.50  | 180.60 | INV     |

→ *Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal affecte en investissement l'achat des petits matériels selon le tableau*

## **IV / QUESTIONS DIVERSES**

### PLU

Dans le cadre des deux recours engagés par des particuliers suite à la mise en place du PLU, le Maire informe que les plaignants ont été déboutés. Il a été jugé que la Commune n'avait pas fait d'erreur d'appréciation tant sur la forme que sur le fond.

### Expropriation ZK 157

Le juge de l'expropriation a fixé l'indemnité du prix du terrain à 11 395 €. Pour mémoire, la somme estimée par le service des Domaines de la DGFIP était de 11 175 €. La Commune devra également s'acquitter de la somme de 2 000 € au titre de l'article 700.

Les autres demandes des expropriés, relatives notamment aux dommages et intérêts à hauteur de 5.000 € et au prix du terrain à hauteur de 133 675 €, sont rejetées.

Le Maire salue le gros investissement de la direction générale sur ce dossier.

Il s'agit d'un aboutissement important pour le Chef de l'entreprise qui se voit libéré d'une incertitude majeure.

### Salon d'art

L'évènement a été co-organisé par la Commune et l'association des artistes euréliens.

Anthony DOUEZY remercie l'association et l'ensemble des personnes qui a œuvré.

### Démission de la 4<sup>ème</sup> Adjointe

Julie LECOMTE prend la parole pour revenir sur le sujet de son déménagement et de son maintien au sein du Conseil. Elle regrette que ce sujet ait été soulevé en séance de Conseil.

Au moment de son déménagement, elle avait échangé avec le Maire sur les deux possibilités qui s'offraient : soit rester au Conseil (choix possible dès lors qu'elle restait propriétaire sur la Commune) ou démissionner de suite. Le Maire a souhaité qu'elle se maintienne, notamment pour continuer la gestion du site internet et participer aux séances du Conseil.

Julie LECOMTE ne souhaite pas que cette situation crée des tensions dans l'équipe municipale. En conséquence, elle annonce sa démission qui sera effective au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Elle remercie le Maire et les administrés pour cette expérience enrichissante. Elle a notamment apprécié les moments de convivialité à l'occasion des manifestations et divers événements auxquels elle a pu participer. Elle remercie les agents, notamment les Directrices des accueils de loisirs de la bibliothèque et de l'accueil de la Mairie pour leur collaboration pour la mise à jour du site internet qui est consulté de façon importante. Elle souligne la richesse de ses échanges avec le Directeur Général.

Enfin elle salue la connaissance pointue du Maire sur les sujets municipaux et notamment sur l'aspect économique.

Le Maire reprend la parole pour informer que la passation, pour l'alimentation du site internet, a été mise en place. Ce sera désormais un agent de la Commune qui s'en chargera. Pour ce faire, Julie LECOMTE a créé diverses procédures écrites, également vidéos pour permettre le transfert de compétence au personnel qui sera chargé de la mise à jour du site. Le prestataire informatique de la Commune doit faire une offre commerciale pour la maintenance des deux sites internet (externe et interne).

Le Maire regrette tout particulièrement cette démission et souhaite bonne chance à Julie LECOMTE dans ses nouvelles activités professionnelles.

#### Cimetière

Henri FERRO préconise la mise en place de bacs séparés (recyclage des déchets).

#### Retraite d'un agent de la Commune

Myriam ROUILLARD se renseigne sur les dispositions qui seront prises suite à la mise en retraite d'un agent de Police Municipale. Le Maire répond que les missions de traversées de route pour les écoles seront maintenues et assurées par du personnel des services techniques. Par contre, le remplacement de l'agent n'est pas prévu à ce jour.

#### Activités associatives pendant les travaux de la salle polyvalente

Christian LAPEYRE s'informe sur les dispositions qui seront prises pour les associations qui exercent leur activité à la salle polyvalente. Il faudra également penser au stockage du matériel.

Les associations concernées ont été prévenues pour un début prévisionnel de travaux en septembre. Elles ont été invitées à trouver des solutions et certaines leur ont été proposées. Pour la grande majorité, les solutions ont été trouvées.

Il faut envisager un probable décalage du commencement des travaux. Il faudra communiquer de façon réactive avec les associations.

L'ordre du jour étant épuisé, Le Maire clôt la séance et remercie les membres du Conseil Municipal pour leur participation.

La séance est levée à 23h20.

